

Exode rural et classe ouvrière sous le franquisme. Le rôle des prêtres ouvriers et des paroisses dans les mouvements sociaux des années 1960 et 1970

María José Esteban Zuriaga

► **To cite this version:**

María José Esteban Zuriaga. Exode rural et classe ouvrière sous le franquisme. Le rôle des prêtres ouvriers et des paroisses dans les mouvements sociaux des années 1960 et 1970. E-CRINI - La revue électronique du Centre de Recherche sur les Identités Nationales et l'Interculturalité , Editions du CRINI, 2019. hal-02471973

HAL Id: hal-02471973

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-02471973>

Submitted on 9 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Exode rural et classe ouvrière sous le franquisme. Le rôle des prêtres ouvriers et des paroisses dans les mouvements sociaux des années 1960 et 1970

María José ESTEBAN ZURIAGA
Université d'Aix-Marseille
Centre Aixois d'Études Romanes (CAER)
mestebanzuriaga@gmail.com

CAER, Aix Marseille Université, Aix-en-Provence, France

Résumé

L'exode rural massif que l'Espagne a vécu dans les années 1950 et 1960 a provoqué la rapide croissance de certaines villes qui ont vu naître des bidonvilles et des quartiers populaires, dans lesquels les conditions de vie étaient très difficiles. Dans ce contexte de pauvreté et d'urgence sociale, les habitants de ces zones se sont peu à peu organisés, soit pour satisfaire eux-mêmes leurs besoins, soit pour revendiquer leur droit à des services publics dignes et à des équipements pour leurs quartiers. Ces revendications ont été centralisées par des *Asociaciones de Vecinos* (Associations de Quartier), qui figureraient, tout comme le mouvement syndical, parmi les protagonistes de la mobilisation sociale des dernières années de la dictature franquiste et de la transition vers la démocratie.

Dans cet article nous nous intéressons au rôle joué par certains prêtres de ces quartiers populaires dans ces formes de mobilisation sociale. Ainsi, on trouve des prêtres ouvriers qui ont joué un rôle actif dans le mouvement syndical. Quant à la mobilisation dans les nouveaux quartiers ouvriers, la paroisse constituait un lieu fondamental pour se réunir, tenir des assemblées, ou encore entreposer des matériaux et des tracts. La collaboration des prêtres a été, dans certains cas, très importante en matière de soutien matériel, mais certains religieux ont également occupé la fonction de leaders de mobilisations.

Resumen

El éxodo rural masivo vivido en España durante los años 50 y 60 tuvo como consecuencia el rápido crecimiento de algunas ciudades, que vieron nacer zonas de chabolas y barrios populares en los que las condiciones de vida eran precarias.

En este contexto de pobreza y urgencia social, los habitantes de dichas zonas se organizaron poco a poco para satisfacer ellos mismos sus necesidades o para reivindicar su derecho a servicios públicos dignos y a equipamientos para sus barrios. Estas reivindicaciones fueron canalizadas a través de las Asociaciones de Vecinos, las cuales fueron, junto al movimiento obrero, uno de los protagonistas de la movilización social de los últimos años de la dictadura franquista y de la transición a la democracia.

En este artículo nos centramos en el rol jugado por algunos curas de estos barrios populares en dichas formas de movilización social. Así, encontramos a curas obreros que tuvieron un papel activo en el movimiento sindical. En cuanto a la movilización en estos nuevos barrios

obreros, la parroquia era un lugar fundamental para reunirse, celebrar asambleas, o incluso guardar materiales y octavillas. La colaboración de los curas fue, en algunos casos, muy importante como apoyo material, pero además algunos religiosos ocuparon también un lugar de liderazgo en las movilizaciones.

Mots clés

catholicisme progressiste, franquisme, histoire urbaine, migrations, mouvements sociaux.

Palabras clave

catolicismo progresista, franquismo, historia urbana, migraciones, movimientos sociales, movimiento vecinal

Introduction

Parmi les transformations économiques et sociales que l'Espagne a vécues pendant le franquisme, l'une des plus importantes a été un exode rural massif, caractérisé par la migration d'environ 6 millions de personnes qui ont quitté leur village d'origine pour s'installer dans des centres urbains et travailler dans le secteur industriel, en forte croissance à ce moment-là.

Cette migration massive a été à l'origine des bidonvilles comme ceux du Sud-Est de Madrid. Le manque de services et d'attention de la part de l'État a forcé les habitants à s'auto-organiser pour se procurer des services élémentaires, puis à exiger à l'administration qu'elle leur fournisse ce à quoi ils avaient droit : l'asphaltage des routes, des écoles, des transports en commun et des services médicaux. La façon dont ces revendications ont été canalisées a donné lieu à des pratiques démocratiques et a favorisé, parmi les habitants, une prise de conscience de leurs droits.

Tout cela a été à l'origine de l'un des phénomènes les plus intéressants des dernières années de la dictature : les mouvements des *Asociaciones de Vecinos* (Associations de Quartier), qui ont représenté un important foyer de mobilisation sociale antifranquiste.

Un autre secteur à s'être opposé à la dictature a été celui des mouvements catholiques ouvriers, c'est-à-dire des organisations comme la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (*Juventud Obrera Cristiana* – JOC) et la Confrérie Ouvrière d'Action Catholique (*Hermandad Obrera de Acción Católica* – HOAC) ou les prêtres ouvriers. Ils ont participé au mouvement syndical clandestin, mais aussi aux *Asociaciones de Vecinos* et à la mobilisation dans les quartiers, comme nous le verrons ultérieurement.

Il faut analyser ces deux types de mobilisation sociale en les resituant dans le contexte de la fin de la dictature, quand l'opposition antifranquiste à l'intérieur du pays s'est développée et organisée dans de nombreux secteurs, tels que le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant, dans les quartiers ou au sein d'une partie de l'Église catholique, par exemple.

Ainsi, pour illustrer le lien entre les *Asociaciones de Vecinos* et les mouvements catholiques ouvriers, nous présenterons le contexte général, en expliquant les conséquences sociales de l'exode rural qui s'est produit en Espagne à partir des années 1950. Nous expliquerons ensuite

en quoi a consisté le mouvement des *Asociaciones de Vecinos* en tant que produit de la précarité des nouveaux quartiers et comment prêtres et paroisses ont participé à ce mouvement des quartiers. Enfin, nous aborderons un cas particulier, celui de la ville de Saragosse, à partir de nos recherches personnelles, fondées notamment sur des archives policières. Ce cas particulier nous permettra de nous interroger sur les liens entre les prêtres progressistes qui travaillaient dans des quartiers populaires et les mouvements sociaux antifranquistes au sein de ces mêmes quartiers.

Exode rural, urbanisation et inégalités sociales

Comme nous l'avons évoqué précédemment, parmi les transformations que l'Espagne a vécues pendant le franquisme, l'exode rural a provoqué la migration intérieure d'environ 6 millions de personnes. Parmi ces 6 millions, plus de 4 millions ont été des migrations inter-régionales, c'est-à-dire qu'il s'agissait de personnes ayant quitté leur région d'origine pour s'installer dans les régions les plus industrialisées. Ainsi, des villes comme Madrid, Barcelone ou Bilbao ont vu leur population doubler, avec une importante croissance de leur agglomération métropolitaine¹.

Des chiffres aussi impressionnants ont donné lieu à une croissance incontrôlée, avec l'entassement de centaines de milliers de personnes dans des baraquements et l'auto-construction de logements et de bidonvilles de la part de ces nouveaux habitants².

Mais le phénomène migratoire ne peut pas être réduit aux bidonvilles des périphéries des grandes villes car il s'agit là d'une réalité qui ne correspond qu'à la première étape de l'exode rural. Quelques années plus tard, à partir de la création du Ministère du Logement en 1958 et de la promotion de logements sociaux, de nouveaux quartiers ont été construits. La spéculation et la corruption ont toutefois été largement présentes lors de ces opérations immobilières, raison pour laquelle la qualité des logements était déficiente et le manque de services publics et de conditions minimales d'habitabilité étaient la norme dans ces nouveaux quartiers. De sorte qu'il persistait un même sentiment d'exclusion sociale parmi leurs habitants, ajouté à l'expérience de la migration et de la difficile adaptation aux grandes villes.

Le fait que ces habitants partagent des problématiques communes, comme le sentiment d'être abandonné par l'administration publique, la discrimination eu égard aux infrastructures urbaines ou la ségrégation spatiale et sociale a été très important dans la création de l'identité de ces quartiers-là, ainsi que pour le développement ultérieur de la mobilisation citoyenne. De plus, ces quartiers étant des quartiers de migrants, on y retrouve des réseaux et des groupes de personnes qui venaient tous des mêmes villages. Aussi, se sont-ils installés ensemble et ont-ils aidé leurs proches à les rejoindre : la solidarité a été très importante au cours de cette période de création des bidonvilles et elle a aussi été à la base de la mobilisation sociale postérieure³.

Enfin, un dernier facteur doit être pris en compte : le caractère fondamentalement ouvrier de ces nouveaux quartiers. En effet, leurs habitants constituaient une main d'œuvre bon marché

¹ X. DOMÈNECH, « En la protohistoria del movimiento vecinal bajo el franquismo », *Historia del presente*, 16, 2011, p. 29.

² *Ibid.*, p. 29 et E. MORADIELLOS, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2003, p. 139.

³ X. DOMÈNECH, *op. cit.*, p. 29-32.

qui a permis le développement économique et industriel espagnol, et ces travailleurs étaient d'ailleurs souvent exploités puisque, dans le contexte de la dictature, la liberté syndicale n'existait pas. Ainsi, une partie très importante de l'opposition au régime franquiste s'est articulée aux usines à partir du mouvement ouvrier qui s'est reconstruit dès la fin des années 1950, notamment à travers les Commissions Ouvrières (*Comisiones Obreras*, CCOO par ses sigles en espagnol).

La prise de conscience de cette double exploitation et discrimination, tant sur les lieux de travail que sur les lieux de vie, a ainsi été fondamentale pour l'articulation de la mobilisation citoyenne des *Asociaciones de Vecinos*, mais surtout pour permettre de faire coïncider ses objectifs, ses protagonistes et certaines mobilisations avec le mouvement ouvrier⁴. Si nous insistons sur ce point, c'est parce qu'il va être maintenant question des prêtres ouvriers et que leur expérience d'assimilation à la classe ouvrière ne se réduisait pas au lieu de travail mais incluait aussi l'ensemble des difficultés quotidiennes de leurs voisins du quartier. Ainsi, de manière assez naturelle, ces prêtres ont participé au mouvement ouvrier comme aux *Asociaciones de Vecinos*.

Auto-organisation, solidarité et mobilisation sociale dans les quartiers populaires

À partir du contexte précédemment expliqué et caractérisé par les carences matérielles et le manque de services publics, les habitants des quartiers populaires se sont heurtés à la passivité et à la répression de l'administration franquiste. Obligés alors de s'organiser eux-mêmes et de revendiquer leurs droits en tant qu'habitants des villes, le mouvement citoyen des quartiers a pris de l'ampleur. Lorsque ce processus d'organisation et de prise de conscience a eu lieu, l'approbation de la Loi sur les Associations en 1964 a ouvert la voie à de nouvelles opportunités pour ces habitants. Sous la forme de *Asociaciones de Cabezas de Familia*⁵, les premières associations ont commencé à s'établir dans les quartiers, ce qui leur a permis de canaliser les revendications et de les faire remonter à l'administration.

Les *Asociaciones de Cabezas de Familia*, devenues plus tard *Asociaciones de Vecinos*, envoyaient des lettres aux mairies pour revendiquer leurs droits auprès de l'administration en tant qu'habitants et travailleurs participant au développement du pays par leurs efforts et leur travail, alors qu'ils n'en tiraient jusqu'alors aucun profit. Néanmoins, la lutte légale a été combinée à des actions para-légales ou illégales. D'autres actions telles que des manifestations contre la présence des usines polluantes à côté des logements dans les quartiers populaires ou des boycotts d'entreprises de transports en commun pour demander que les lignes de bus arrivent jusqu'à ces mêmes quartiers ont également été fréquentes.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il est important de retenir c'est que les décisions étaient prises en commun, puisque les assemblées étaient la forme habituelle d'organisation des dites associations et que tous les habitants pouvaient y participer pour prendre en main la gestion et l'amélioration de leurs conditions de vie. Ainsi, certains historiens et sociologues ont appelé

⁴ T.M. ORTEGA, « Obreros y vecinos en el tardofranquismo y la transición política (1966-1977). Una 'lucha' conjunta para un mismo fin », *Espacio, tiempo y forma. Serie V, Hª Contemporánea*, t. 16, 2004, p. 351-369.

⁵ Associations de Chefs de Famille

ces Associations « écoles de démocratie » ou de « citoyenneté ». C'est le cas de Manuel Castells, qui explique très clairement la relation entre revendications urbaines et demandes de démocratisation :

[...] le mouvement citoyen a très tôt articulé les revendications urbaines avec les demandes de démocratie politique. Mais il a fait cela d'une manière naturelle, non idéologique, en associant les difficultés pour résoudre les problèmes concrets des habitants au manque de responsabilité politique des bureaucrates municipaux et au manque de libertés d'association, de réunion et d'expression, qui plaçait les habitants à la limite de l'illégalité à cause du simple fait de se réunir pour obtenir l'installation d'un éclairage public dans une rue ou pour dénoncer un escroquerie. Cela a été une école de démocratie parce que, soudain, des gens qui n'étaient pas "politiques", ont découvert que la démocratie était un besoin et non pas une consigne des "rouges"⁶.

Ainsi, les *Asociaciones de Vecinos*, qui n'étaient pas dangereuses à l'origine, sont peu à peu devenues d'importants foyers et véhicules de politisation et d'antifranquisme.

Les recherches menées sur les *Asociaciones de Vecinos* reconnaissent dans tous les cas l'importance de certains prêtres et de mouvements comme la JOC. Manuel Castells indique par exemple que « des secteurs catholiques progressistes, fréquemment dirigés par des prêtres (surtout des jésuites) ont aussi représenté un moteur pour la création du mouvement ⁷ » de ces mêmes *Asociaciones de Vecinos*. »

En effet, il était très utile dans ce contexte de bénéficier de la collaboration du curé de la paroisse du quartier. Notamment pour disposer des locaux paroissiaux où tenir des assemblées, de machines à photocopier pour imprimer des tracts et, plus largement, à cause de la protection que représentait la paroisse pour permettre le développement de certains mouvements sociaux antifranquistes, notamment ouvriers et de quartier. Comme le signalent Marcelo Caprarella et Fanny Hernández Brotons :

Les paroisses, par exemple, ont servi aux deux mouvements [Associations de Quartier et mouvement ouvrier] comme premier centre de réunion clandestine et comme espaces depuis lesquels exercer la contestation, parce qu'il s'agissait d'endroits soumis à un moindre contrôle de la part des autorités et dotés d'une certaine juridiction propre⁸.

En fait, bien que les opportunités ouvertes par la Loi sur les Associations de 1964 aient été très importantes, Domènech signale que, pour le cas de la Catalogne, les origines de la mobilisation des habitants seraient plutôt centrées sur les Centros Sociales de Barrio⁹, liés aux paroisses. Ce type de structure permettait de mener à bien une action légale mais pouvait en

⁶ M. CASTELLS, « Productores de ciudad: el movimiento ciudadano de Madrid, in V. PÉREZ QUINTANA et P. SÁNCHEZ LEÓN (dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2008, p. 26 : "[...] el movimiento ciudadano articuló muy pronto las reivindicaciones urbanas con las demandas de democracia política. Pero lo hizo de forma natural, no ideológica, vinculando la dificultad de resolver los problemas concretos de los vecinos a la falta de responsabilidad política de los burócratas municipales y a la falta de libertad de asociación, reunión y expresión que situaba a los vecinos al borde de la legalidad por el simple hecho de reunirse para alumbrar la calle o denunciar una estafa. Ésa fue una escuela de democracia, porque de repente la gente que no era "política" descubrió que la democracia era una necesidad, no una consigna de rojos".

⁷ *Ibid.*, p. 30 : "Sectores católicos progresistas, frecuentemente liderados por curas (sobre todo jesuitas) también constituyeron un elemento motor en la creación del movimiento".

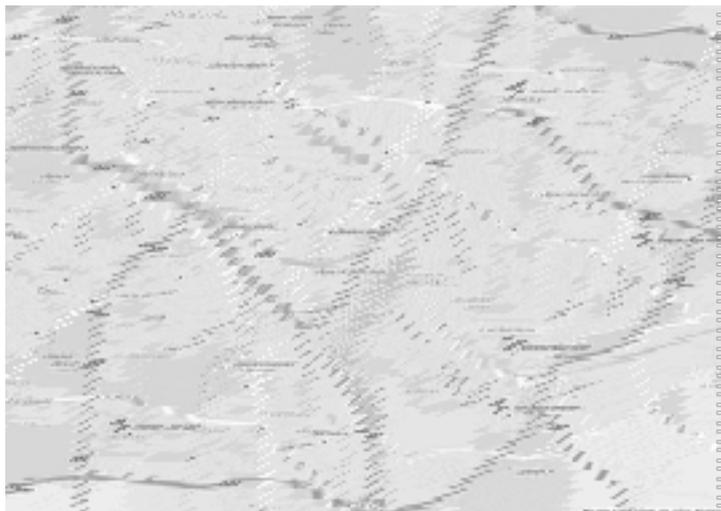
⁸ M. CAPRARELLA et F. HERNÁNDEZ BROTONS, « La lucha por la ciudad: vecinos-trabajadores en las periferias de Madrid. 1968-1982 », in V. PÉREZ QUINTANA et P. SÁNCHEZ LEÓN (dir.), *op. cit.*, 44 : « Las parroquias, por ejemplo, sirvieron a los dos movimientos [vecinal y obrero] como primer centro de reunión clandestina y espacios desde los que ejercer la protesta, por ser lugares sometidos a menos control por parte de las autoridades y dotados de una cierta jurisdicción propia ».

⁹ Centres Sociaux de Quartier

même temps abriter différents groupes de personnes dont les positionnements allaient de l'antifranquisme convaincu à des revendications plus concrètes liées à la vie dans les quartiers¹⁰.

Iván Bordetas reproduit également de nombreux témoignages qui soulignent l'importance que certains prêtres et militants catholiques revêtaient pour la mobilisation sociale dans les quartiers. Il met l'accent sur une question que nous ne pouvons pas négliger : le fait que les prêtres et les militants de l'Action Catholique n'étaient pas au début suspectés d'antifranquisme¹¹.

Pour constituer une association, il était nécessaire d'avoir une autorisation du Ministerio de la Gobernación (équivalent au Ministère de l'Intérieur), et c'est pour cela qu'il était important de placer à sa tête des personnes qui n'étaient pas fichées ou surveillées par la police. Paca Sauquillo, militante de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (ORT), liée aux communautés chrétiennes de base, raconte ainsi que pour constituer l'*Asociación de Vecinos* de Palomeras Bajas, à Vallecas (Madrid), le Comité Directeur avait été composé du curé de la paroisse, Gabriel Rosón, et de deux autres personnes non fichées. Elle parle également d'autres prêtres de la périphérie Sud-Est de Madrid « liés au Concile Vatican II, très engagés auprès du peuple [...] pour tenter de collaborer à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs¹² ».



Paroisses du sud-est de Madrid dont les curés étaient liés aux Asociaciones de Vecinos, ca. 1965-1975. Source : élaboration propre à partir de Sauquillo Paca, « El movimiento vecinal madrileño en la conquista de las libertades », in V. PÉREZ QUINTANA et P. SÁNCHEZ LEÓN (Dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2008, p. 140.

En effet, le Sud-Est de Madrid a reçu beaucoup de nouveaux habitants, notamment en provenance du Sud de l'Espagne. L'un des quartiers les plus représentatifs de ce phénomène a

¹⁰ X. DOMÈNECH, *op. cit.*, p. 37.

¹¹ I. BORDETAS, « El movimiento vecinal en el tránsito de la resistencia a la construcción de alternativas », *Historia del presente*, 16, 2011, p. 47.

¹² P. SAUQUILLO, « El movimiento vecinal madrileño en la conquista de las libertades », in V. PÉREZ QUINTANA et P. SÁNCHEZ LEÓN (Dir.), *op. cit.*, p. 140-141 : « Ligados al Concilio Vaticano II muy comprometidos con el pueblo [...], para intentar colaborar en la mejora de las condiciones de vida de los trabajadores ».

été le Pozo del Tío Raimundo. Un bidonville est né là où il n'y avait rien et les habitants ont construit eux-mêmes, dans l'illégalité, leurs logements précaires. Le quartier s'est peu à peu organisé et il a été le protagoniste de nombreuses mobilisations sociales vers la fin du franquisme et pendant la transition à la démocratie.

L'une des figures les plus emblématiques du quartier était le père Llanos, jésuite, qui était d'abord passé par la Falange, parti unique d'inspiration fasciste, avant de militer clandestinement aux CCOO et au Parti Communiste (PC). Il est arrivé au Pozo del Tío Raimundo en 1955, il s'y est installé et a lutté aux côtés de ses voisins pour l'amélioration des conditions de vie du quartier.

C'est le personnage le plus connu de ce type de mouvement mais il ne s'agit pas du seul prêtre à avoir collaboré avec les habitants pour créer des crèches, pour faciliter l'existence de lieux de convivialité et de réunion et pour construire des logements, ou à avoir participé à l'organisation de manifestations, boycotts et pétitions publiques.

Par ailleurs, et bien que l'activité des prêtres et de l'Église dans les quartiers populaires et démunis ait été intense, il faudrait tenir compte de la différence entre l'*assistencialisme* traditionnel de l'Église catholique, plus motivé par la charité que par un désir de justice sociale, et l'intégration de catholiques dans des mouvements sociaux de gauche et antifranquistes, qui cherchaient, eux, un changement profond des structures politiques et sociales et dont le discours était politisé et se caractérisait par la dénonciation.

Pour illustrer ces propos, nous allons désormais analyser le cas concret de la ville de Saragosse, notamment dans un des quartiers produits de l'exode rural.

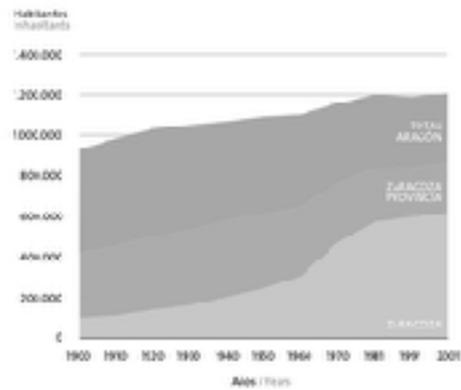
Le cas de Saragosse : le quartier du Picarral et la Mission Ouvrière des jésuites

Saragosse se situe au Nord-Est de la Péninsule Ibérique et est aujourd'hui la cinquième ville d'Espagne en termes de population. Elle a accueilli des populations issues de l'exode rural entre les années 50 et 70, notamment en provenance d'Aragón, région dont Saragosse est la capitale. Sa population a presque doublé entre 1950 et 1970, comme le montre le graphique ci-dessous. En 1975 seulement 44 % de la population était née à Saragosse¹³.

¹³ M.A. ZAMORA ET J.M. PÉREZ BERNAD, *Comisiones Obreras: artífices del moderno movimiento sindical aragonés*, Zaragoza, Fundación Sindicalismo y Cultura de CC.OO Aragón, 2011, p. 22.

SERVIDE DE POBLACIÓN. EVOLUCIÓN DEMOGRÁFICA ZARAGOZA-ARAGÓN				
POPULATION REGISTER. DEMOGRAPHIC EVOLUTION ZARAGOZA-ARAGON				
AÑO /	Población	Porcentaje	Total Aragón	% Zaragoza / Aragón
CENSUS /	ZARAGOZA	PROVINCIA	TOTAL ARAGON	% ZARAGOZA / ARAGON
1900	100.370	43.003	921.117	11%
1910	111.817	49.505	986.390	11%
1920	140.549	69.590	1.021.255	14%
1930	162.110	130.327	1.061.608	14%
1940	206.301	174.666	1.067.680	19%
1950	344.116	406.393	1.096.340	31%
1960	399.375	448.665	1.091.880	36%
1970	484.314	527.833	1.151.100	42%
1981	571.813	628.888	1.291.930	44%
1993	598.374	637.027	1.281.830	46%
2003	618.905	662.855	1.276.210	48%

fuente: Censos de población INE. ISTAT. Extracción propia.
Source: Population census data. INE (National Statistics Institute) ISTAT (European Statistics Institute). Own elaboration.



Évolution de la population de Saragosse et d'Aragón. Source : Atlas de la ciudad. Zaragoza 2009/ City Atlas. Zaragoza 2009, Saragosse, Ayuntamiento de Zaragoza et Zaragoza Global, 2009, p. 19.

L'Église a répondu aux besoins de cette nouvelle population urbaine, soucieuse non seulement de ses besoins matériels mais aussi spirituels. L'archevêque de Saragosse, Casimiro Morcillo, a ainsi lancé en 1956 ce qu'on a appelé « Operación Suburbios »¹⁴, ou « Operación Adobe »¹⁵, pour construire des paroisses et des locaux annexes, des crèches, et des écoles dans les nouveaux quartiers. Dans une lettre pastorale intitulée « Con Cristo a los suburbios de Zaragoza »¹⁶, il reconnaissait la croissance désordonnée des grandes villes suite à l'arrivée de nouvelles populations issues des campagnes. Cela avait pour conséquence, selon cette lettre, que ces familles récemment installées à Saragosse ne bénéficiaient pas des services basiques et qu'elles ne pouvaient pas profiter des mêmes avantages que les habitants du reste de la ville. Pour ces raisons, Casimiro Morcillo lançait dans son texte un appel aux jeunes chrétiens de la ville pour qu'ils aident à la construction de ces infrastructures paroissiales, affirmant : « Même si nous ne pouvons pas donner à toutes les familles le bien-être matériel que nous voudrions, essayons de leur donner les mêmes biens spirituels dont jouit la ville ¹⁷ ». Ainsi, Saragosse passe-t-elle de 11 paroisses en 1942 à 52 en 1972¹⁸.

Des initiatives pour aider à construire des logements ont aussi été lancées et des séminaristes et des prêtres y ont participé, comme une sorte de précédent de ce que seraient quelques années plus tard les prêtres ouvriers. Des groupes de la HOAC ont ainsi mis en place des coopératives de logements dans plusieurs quartiers¹⁹. De même, la HOAC et la JOC ont fondé des foyers de jeunes travailleurs dans les quartiers populaires pour les jeunes qui venaient de la campagne travailler en ville.

Mais, comme nous le disions antérieurement, il ne faut pas confondre des initiatives plutôt motivées par la charité – mais qui ont, certes, permis à quelques chrétiens d'acquérir une

¹⁴ « Opération Faubourgs »

¹⁵ « Opération Pisé »

¹⁶ « Avec Christ aux faubourgs de Saragosse »

¹⁷ « si no podemos dar a todas las familias el bienestar material que quisiéramos, procuremos darles los mismos bienes espirituales de que goza la ciudad ». MORCILLO Casimiro, Lettre pastorale « Con cristo a los suburbios de Zaragoza », Zaragoza, 27 de mayo de 1956. [Disponible en ligne]

<<http://parroquia.elbuenpastorzaragoza.net/wp-content/uploads/2013/03/01-Con-Cristo-a-los-suburbios-de-Zaragoza.pdf>> [dernière consultation: le 18 mars 2019]

¹⁸ M.A. PINTRE, « Iglesias “desapercibidas”: Una tipología posconciliar en Zaragoza, los templos parroquiales adaptados en construcciones preexistentes », in M. GARCÍA GUATAS, J. LORENTE et I. YESTE (coords.), *La ciudad de Zaragoza de 1908 a 2008*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico/Universidad de Zaragoza, 2009, p. 395406.

¹⁹ « Hermandad Obrera de Acción Católica », in *Gran Enciclopedia Aragonesa* [en ligne], <http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz_id=6764&voz_id_origen=906> [dernière consultation : le 26 avril 2016] & *HOAC de Zaragoza: retazos para una historia*, Archives de la HOAC de Saragosse, s.d.

certaine conscience sociale – avec ce qui s'est développé plus tard chez certains secteurs des bases de l'Église catholique. Des militants de la HOAC et de la JOC et des prêtres progressistes ont participé au mouvement ouvrier de l'époque, très puissant dans certaines provinces, aux mouvements des quartiers ainsi qu'à d'autres mouvements antifranquistes et, ce, alors que l'Église était l'un des principaux piliers de la dictature.

À Saragosse, le Picarral a été l'un des quartiers qui a reçu une partie de ces nouvelles populations et où la mobilisation sociale a été importante. Des usines y ont été installées dans les années 1930, époque depuis laquelle des problèmes d'humidité et d'évacuation des eaux n'ont cessé de se poser. Les problèmes les plus importants et les plus urgents du quartier étaient donc le manque de logements, la pollution et les mauvaises odeurs provoquées par les usines du quartier, ainsi que la mauvaise qualité des sols, qui s'inondaient très facilement.

Pour répondre au manque de logements du quartier, à partir de 1946, différentes institutions comme la Caja de Ahorros²⁰, la Mairie, l'Organización Sindical²¹ ou les Movimientos Apostólicos de Acción Católica²² ont construit, au total, 2 522 logements en un peu plus de 10 ans. On mesure là la croissance de la population du quartier, qui comptait environ 20 000 habitants au début des années 70²³.

De plus, une nouvelle paroisse a été créée en 1965, Notre Dame de Bethleem, dont s'est occupée une communauté de jésuites de la Mission Ouvrière à partir de 1966. Avec la croissance de la population du quartier, deux autres paroisses furent créées dont les jésuites avaient aussi la charge. De cette communauté, qui comptait environ sept religieux entre 1966 et le milieu des années 70, cinq d'entre eux étaient fichés par les services de renseignement de la police franquiste pour leur militance syndicale, la cession de locaux paroissiaux à des réunions du PC et des CCOO et, de manière générale, pour être considérés comme « progressistes », « opposés au régime » ou « communistes »²⁴.

On trouve parmi ces sept religieux trois prêtres ouvriers, qui sont souvent mentionnés dans les documents des services de renseignement en tant que responsables d'agitation au sein des entreprises où ils travaillaient ou suite à leur affiliation aux CCOO. Comme nous l'avons déjà évoqué, les revendications liées au monde du travail ne peuvent pas être séparées de celles sur les conditions de vie dans les quartiers ouvriers.

Dans le cas de Saragosse, la première Association de Quartier a justement été constituée en 1970 au Picarral²⁵ et le Président actuel de l'*Asociación de Vecinos* du Picarral-Salvador Allende souligne que « l'Association ne serait pas compréhensible sans la paroisse de

²⁰ Caisse d'Épargne.

²¹ Organisation Syndicale.

²² Mouvements apostoliques de l'Action Catholique.

²³ Site web de la paroisse de Notre Dame de Bethléem (Saragosse) [en ligne],

<<http://parroquiadebelen.org/historia/apuntes-para-la-memoria>> [dernière consultation : le 25 avril 2016].

²⁴ Archives Historiques Provinciales de Saragosse (AHPZ) [Espagne], fonds Gouvernement Civil de Saragosse, A8847, dossier 3: Jefatura Superior de Policía, « Nota informativa: Incidente en la parroquia de Santa Rita de los PP. Agustinos de esta capital », 18 novembre 1972.

²⁵ P. AÑÓN, « La vocalía de mujeres del Picarral y la Asociación de Vecinos. Una lucha de barrio para una ciudad », in *Zaragoza Rebelde. Movimientos sociales y antagonismos (1975-2000)*, COLECTIVO ZGZ REBELDE (Ed.), Saragosse, Colectivo Zaragoza Rebelde, 2009 [en ligne], <<http://www.zaragozarebelde.org/vocalia-de-mujeres-picarral>, consulté le 25 avril 2016> [dernière consultation : le 25 avril 2016].

Bethleem [...]. Grâce à elle s'est créée l'Association, on ne peut pas comprendre le travail de l'une sans l'autre²⁶ ».

En ce qui concerne l'activité de l'Association elle-même et les actions entreprises, nous pouvons citer, par exemple, la revendication de l'asphaltage des rues, avec des centaines d'appels au maire de Saragosse²⁷ ; la crèche mise en place par la Vocalía de Mujeres²⁸ grâce à la cession des locaux de la paroisse²⁹ ; ou la campagne menée en 1974 avec d'autres *Asociaciones de Vecinos* de Saragosse pour l'amélioration du service de bus. Ainsi, le Picarral a participé massivement au boycott des transports en commun de cette campagne, le transport étant l'un des problèmes principaux de ces quartiers ouvriers qui se sentaient isolés du reste de la ville.

Les membres de l'Association se réunissaient à la paroisse, dont les prêtres manifestaient, selon une militante du quartier, « une attitude très ouverte envers les revendications que nous faisons pour le quartier ». Cette même militante indique, de plus, que c'est à la paroisse qu'elle est entrée en relation « avec une équipe très organisée, diverse, de personnes qui avaient un engagement très profond et sérieux avec l'idée d'obtenir des écoles, de l'éclairage, des crèches et d'améliorer la qualité de vie des quartiers » ; elle ajoute : « nous partageons [ces espoirs] avec beaucoup de personnes à partir de notre foi pour faire un christianisme plus humain et plus proche des problèmes qu'on vivait pendant les années antérieures à la démocratie³⁰ ». En effet, la paroisse était l'un des lieux centraux du quartier et la communauté de jésuites y était bien intégrée.

Si l'on veut analyser de plus près l'activité de ces religieux, on peut mentionner le cas de Luis, qui travaillait depuis 1968 dans une usine du quartier en tant qu'ouvrier métallurgique. Il était très impliqué dans la lutte syndicale, comme en témoignent les services de renseignement de la police, mais il assurait en 1987 avoir toujours concilié son activité syndicale avec son rôle au sein de l'*Asociación de Vecinos* du quartier, « qui a été mon lieu préféré et prioritaire d'activité³¹ ».

Un autre jésuite de la même communauté, Félix, était lui aussi prêtre ouvrier et il était accusé d'avoir des liens avec les CCOO, d'en avoir présidé des réunions et de leur avoir fourni des locaux en de nombreuses occasions dans différentes paroisses de la ville, le plus souvent à Notre Dame de Bethleem, San Lino, San Mateo et Notre Dame de Guadalupe.

²⁶ J. ARTAL GONZÁLEZ, Introduction sans titre in *50 años caminando juntos. ¡Acompáñanos!*, Zaragoza, Parroquia Nuestra Señora de Belén, 2015, p. 10 : « [...] la Asociación de Vecinos Picarral-Salvador Allende no sería entendible sin la parroquia de Belén [...]. Gracias a ella tuvo la Asociación de Vecinos su inicio, no se puede entender la labor de la una sin la otra ».

²⁷ Site web de la Federación de Asociaciones de Barrio de Zaragoza, « 30 años de la Federación de Asociaciones de Barrio de Zaragoza (y 40 del movimiento vecinal) », décembre 2008 [en ligne], <<https://barrioszaragoza.org/la-historia-de-la-fabz/>>, consulté le 3 avril 2019> [date de dernière consultation : le 3 avril 2019].

²⁸ Section des Femmes.

²⁹ P. AÑÓN, *op. cit.* et M. SUNYOL, « Resumen de la conversación mantenida en septiembre de 2005 en Zaragoza con Luis Anoro » [en ligne], <http://usuaris.tinet.cat/fqi_sj/arrupe/c_anoro_sp.htm>, consulté le 15 juin 2012> [date de dernière consultation : le 25 avril 2016].

³⁰ *Ibid* : « [...] una actitud muy abierta frente a las reivindicaciones que hacíamos para el barrio » [...] « donde me relacioné con un equipo organizado, muy diverso, de personas que tenían un compromiso muy profundo y serio con la idea de conseguir colegios, alumbrado, guarderías y mejorar la calidad de vida de los barrios » [...] « todas estas ilusiones las compartíamos con muchas de las personas desde nuestra fe por querer llevar un cristianismo más humano y cercano a la problemática que se vivía los años anteriores a la democracia ».

³¹ L. ANORO, « Integración vida jesuítica-vida obrera », in R. PÀMPOLS et L. ANORO (*et al.*), *Curas obreros. Entre la Iglesia y el Reino*, Barcelona, Cristianisme i Justicia, 1987, p. 10.



Paroisses surveillées par la police à cause de l'activité de ses prêtres ou des assemblées d'organisations clandestines qui s'y sont tenues. Source : élaboration propre à partir des Archives du Gouvernement Civil de Saragosse. A8847, dossier 3 et A8848, dossier 8.

De sorte que, comme on peut le voir sur la carte ci-dessus, ce n'était pas seulement à Bethleem qu'il existait de l'activité revendicative mais aussi dans de nombreuses paroisses des quartiers populaires. Par exemple, la Police témoigne d'une messe à la paroisse de l'Almudena au cours de laquelle le prêtre qui la célébrait, Martín, aurait critiqué certaines entreprises de construction « utilisant le slogan “achetez votre résidence secondaire à...” », des publicités qu'il a qualifié d'humiliantes, et qui ne devraient pas être permises dans une Société où il existe autant de familles qui habitent dans des baraquements³² ». Ce qui montre que non seulement c'est l'exploitation des ouvriers qui était dénoncée mais aussi les mauvaises conditions de vie dans les quartiers populaires et la spéculation immobilière.

En somme, autour de certains jeunes prêtres et de la JOC, tout un ensemble de mouvements sociaux s'est créé grâce, entre autres facteurs, à la réflexion sur la réalité sociale qui avait lieu au sein de ces groupes de catholiques.

De plus, la protection dont l'Église jouissait, et l'inviolabilité des lieux de culte, a permis la multiplication des assemblées de travailleurs et des *Asociaciones de Vecinos* dans de nombreuses paroisses, couvents et séminaires. Ainsi, certaines Églises des quartiers ouvriers, issus souvent de l'exode rural, ont hébergé une partie de l'opposition antifranquiste et ont servi pour dénoncer les injustices sociales et les paradoxes que le développement économique de l'Espagne franquiste provoquait.

Conséquences : de la répression à la reconnaissance

Bien évidemment, ces dénonciations et l'engagement de certains prêtres au sein des mouvements antifranquistes ont provoqué des affrontements entre ces derniers et les autorités

³² Archives Générales de l'Administration (AGA) [Espagne], fonds Direction Générale de la Sécurité, (3) 107.2 42/9007, 2 : « Homilía en la parroquia de Nuestra Señora de la Almudena », Saragosse, 25/05/1973 : « [...] que utilizan como slogan la frase “compre su segundo piso en la urbanización...” », anuncios que calificó de humillantes, que no deben permitirse en una sociedad donde existen tantas barracas »..

civiles et religieuses. Ils ont par ailleurs subi la répression sous forme de sanctions, d'amendes et même d'emprisonnement. Les *Asociaciones de Vecinos*, qui étaient légales, ont aussi subi la répression quand elles ont montré le potentiel de démocratisation qu'elles portaient. Ainsi, dans le cas de Saragosse, le Chef Provincial de la Falange a-t-il ordonné en octobre 1975 la suspension de l'activité de sept Associations, dont celle du Picarral.

Néanmoins, le rôle de ces prêtres et militants catholiques a été reconnu par les quartiers où ils ont habité et, des décennies plus tard, on trouve des rues et des places qui portent leurs noms. Dans le cas du Picarral, la place Juan Acha a ainsi été inaugurée en 2005, du nom d'un des jésuites de la paroisse de Bethleem³³.

Enfin, il faudrait rappeler que cette mobilisation dans les quartiers et les paroisses faisait partie d'un contexte où l'opposition à la dictature s'est développée dans de nombreux secteurs. De ce point de vue, l'urbanisation du pays est un phénomène qui a, bien évidemment, provoqué d'importants changements sociaux mais qui a également été source de paradoxes. L'exode rural et la formation d'une classe moyenne urbaine ont été des facteurs de modernisation de la société espagnole, qui se sentait de moins en moins identifiée avec les valeurs traditionnelles du régime franquiste. Il faut y inclure une partie de l'Église catholique, qui a eu un rôle fondamental au sein de certains mouvements sociaux antifranquistes de l'époque et qui a ainsi contribué au processus de dé-légitimation sociale de la dictature.

Sources d'archives

Archives de la HOAC de Saragosse

Archives Historiques Provinciales de Saragosse (AHPZ) [Espagne], fonds Gouvernement Civil de Saragosse, A8847, dossier 3: Jefatura Superior de Policía, « Nota informativa: Incidente en la parroquia de Santa Rita de los PP. Agustinos de esta capital », Saragosse, 18 novembre 1972.

Archives Générales de l'Administration (AGA) [Espagne], fonds Direction Générale de la Sécurité (3) 107.2 42/9007, 2,: « Homilía en la parroquia de Nuestra Señora de la Almudena », Saragosse, 25 mai 1973.

Sitographie

AÑÓN, Pilar, « La vocalía de mujeres del Picarral y la Asociación de Vecinos. Una lucha de barrio para una ciudad » in *Zaragoza Rebelde. Movimientos sociales y antagonismos (1975-2000)* [en ligne], <<http://www.zaragozarebelde.org/vocalia-de-mujeres-picarral>> [dernière consultation: le 5 avril 2019].

« Hermandad Obrera de Acción Católica », in *Gran Enciclopedia Aragonesa* [en ligne], <http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz_id=6764&voz_id_origen=906> [dernière consultation : le 26 avril 2016].

³³ De même, dans le quartier ouvrier de San José, le Centre de Quartier s'appelle aujourd'hui Teodoro Sánchez Punter, du nom du prêtre ouvrier qui a participé aux mouvements sociaux des années 1960. Aussi, dans le quartier Torrero on trouve depuis 2010 la place Ángel Liso, qui a été Président de la HOAC et fondateur de l'*Asociación de Vecinos* du quartier. Torrero est un quartier avec une forte tradition de mobilisation sociale, et il s'agit d'un autre exemple que nous aurions d'ailleurs pu utiliser pour illustrer notre propos.

Site web de la parroisse de Notre Dame de Bethléem (Saragosse) [en ligne], <<http://parroquiadebelen.org/historia/apuntes-para-la-memoria>> [dernière consultation : le 25 avril 2016].

SUNYOL, Miquel, « Resumen de la conversación mantenida en septiembre de 2005 en Zaragoza con Luis Anoro » [en ligne], <http://usuariis.tinet.cat/fqi_sj/arrupe/c_anoro_sp.htm> [dernière consultation : le 25 avril 2016].

« 30 años de la Federación de Asociaciones de Barrio de Zaragoza (y 40 del movimiento vecinal) », décembre 2008, in site web de la Federación de Asociaciones de Barrio de Zaragoza [en ligne], <<https://barrioszaragoza.org/la-historia-de-la-fabz/>> [dernière consultation : le 3 avril 2019].

Bibliographie

ARTAL, Javier, Introduction sans titre in *50 años caminando juntos. ¡Acompáñanos!*, Saragosse, Parroquia Nuestra Señora de Belén, 2015, p. 10.

ANORO, Luis, « Integración vida jesuítica-vida obrera », in PÀMPOLS, Ramir et ANORO, Luis (et al.), *Curas obreros. Entre la Iglesia y el Reino*, Barcelona, Cristianisme i Justicia, 1987, p. 9-16.

Atlas de la ciudad. Zaragoza 2009/City Atlas. Zaragoza 2009, Zaragoza, Ayuntamiento de Zaragoza et Zaragoza Global, 2009.

BORDETAS, Iván, « El movimiento vecinal en el tránsito de la resistencia a la construcción de alternativas », *Historia del presente*, 16, 2011, p. 4361.

CAPRARELLA, Marcelo et HERNÁNDEZ BROTONS, Fanny, « La lucha por la ciudad: vecinos-trabajadores en las periferias de Madrid. 1968-1982 », in PÉREZ QUINTANA, Vicente et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo (Dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2008, p. 33-53.

CASTELLS, Manuel, « Productores de ciudad: el movimiento ciudadano de Madrid », in PÉREZ QUINTANA, Vicente et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo (Dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2008, p. 21-32.

DOMÈNECH, Xavier, « En la protohistoria del movimiento vecinal bajo el franquismo », *Historia del presente*, 16, 2011, p. 2742.

MORADIELLOS, Enrique, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2003.

ORTEGA, Teresa María, « Obreros y vecinos en el tardofranquismo y la transición política (1966-1977). Una 'lucha' conjunta para un mismo fin », *Espacio, tiempo y forma. Serie V, Hª Contemporánea*, t. 16, 2004, pp. 351-369.

PINTRE, Miguel Ángel, « Iglesias “desapercibidas”: Una tipología posconciliar en Zaragoza, los templos parroquiales adaptados en construcciones preexistentes », in GARCÍA GUATAS, Manuel, LORENTE, Jesús et YESTE, Isabel (coords.), *La ciudad de Zaragoza de 1908 a 2008*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, Universidad de Zaragoza, 2009, p. 395406.

SAUQUILLO, Paca, « El movimiento vecinal madrileño en la conquista de las libertades », in PÉREZ QUINTANA, Vicente et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo (Dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2008, p. 138-147.

ZAMORA, Miguel Ángel et PÉREZ BERNAD, José Miguel, *Comisiones Obreras: artífices del moderno movimiento sindical aragonés*, Zaragoza, Fundación Sindicalismo y Cultura de CC.OO Aragón, 2011.

Notice biographique

Doctorante en Histoire contemporaine à l'Université de Saragosse, María José Esteban Zuriaga rédige une thèse sur les mouvements catholiques de base au diocèse de Saragosse pendant le franquisme. Elle s'intéresse aux secteurs de l'Église catholique qui, à partir de la réflexion chrétienne sur la réalité et les conditions de vie de la classe ouvrière, ont développé une conscience sociale et politique, et se sont opposés au franquisme en s'intégrant aux mouvements sociaux des années 1960 et 1970. ATER au Département d'Études Hispaniques et Latino-Américaines de l'Université d'Aix-Marseille et rattachée au Centre Aixois d'Études Romanes (CAER) (2018-2020), elle a également été lectrice d'espagnol à la Faculté des Langues et Cultures Étrangères de l'Université de Nantes entre 2012 et 2018.